

Accord interprofessionnel
TRAVAILLEURS SAISONNIERS
(HAUTES-ALPES)

ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 5 SEPTEMBRE 2007
CRÉANT UNE COMMISSION PARITAIRE INTERPROFESSIONNELLE
DANS LE DÉPARTEMENT
NOR : ASET0751280M

Entre :

L'UPE des Hautes-Alpes, représentant le MEDEF et la CGPME ;

La FDIH des Hautes-Alpes ;

L'UPA des Hautes-Alpes,

D'une part, et

L'union départementale CFDT des Hautes-Alpes ;

L'union départementale CFTC des Hautes-Alpes ;

L'union départementale CGT des Hautes-Alpes ;

L'union départementale CGT-FO des Hautes-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation tout au long de la vie et au dialogue social a modifié l'article L. 132-30 du code du travail qui est désormais rédigé comme suit :

« Des commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles peuvent être instituées au plan local, départemental ou régional par accord conclu dans les conditions prévues à l'article L. 132-2. »

Afin de renforcer le dialogue social dans le département, caractérisé par la faiblesse du nombre de représentants du personnel dans les entreprises, les organisations syndicales signataires ont souhaité se doter d'un lieu de concertation local, prenant en compte les problématiques spécifiques au département ou proposant de solutions communes aux TPE.

Depuis le 28 juin 2004, les organisations syndicales signataires se sont engagées dans cette concertation et ont mené une négociation qui a abouti dans certains cas à la signature d'accords collectifs (étude sur la démarche d'évaluation des risques professionnels dans les entreprises, accord sur les conditions d'emploi des travailleurs saisonniers, accord sur le suivi médico-professionnel des travailleurs saisonniers).

C'est pourquoi les organisations syndicales signataires souhaitent institutionnaliser cette concertation en créant par voie d'accord une commission paritaire interprofessionnelle.

Cette commission paritaire interprofessionnelle respectera le principe de hiérarchie des normes et ne traitera pas de sujets déjà examinés par les conventions collectives de branche ou des accords d'entreprise. Mais elle s'efforcera de renforcer la proximité entre les dispositions conventionnelles et les besoins des entreprises incluses dans le champ d'application du présent accord et de leurs salariés et d'organiser le dialogue social au niveau territorial.

Article 1^{er}

Compétences de la commission paritaire interprofessionnelle

La commission paritaire interprofessionnelle des Hautes-Alpes :

1. Concourt à l'élaboration et à l'application de conventions et accords collectifs de travail d'intérêt local, notamment en matière d'emploi et de formation continue ;
2. Peut, à la demande des parties signataires et avec l'objectif d'anticiper et de faciliter la résolution des situations de crise, dans le respect des règles de compétence des tribunaux ou des commissions d'interprétation des conventions collectives de branche, examiner les situations individuelles et collectives ;
3. Examine toute autre question relative aux conditions d'emploi et de travail des salariés ;
4. Assure le suivi des accords conclus dans son cadre.

Article 2

Champ d'application territoriale de la commission paritaire interprofessionnelle

La commission paritaire interprofessionnelle est compétente sur l'ensemble du territoire du département des Hautes-Alpes.

Article 3

Composition de la commission paritaire interprofessionnelle

Sont membres de la commission paritaire interprofessionnelle :

1. Au titre des organisations syndicales patronales :
 - l'UPE des Hautes-Alpes, représentant le MEDEF et la CGPME ;
 - la FDIH des Hautes-Alpes ;

- l'UPA des Hautes-Alpes ;
- l'USGERES des Hautes-Alpes.

2. Au titre des organisations syndicales salariées :

- l'union départementale CFDT des Hautes-Alpes ;
- l'union départementale CFE-CGC des Hautes-Alpes ;
- l'union départementale CFTC des Hautes-Alpes ;
- l'union départementale CGT des Hautes-Alpes ;
- l'union départementale CGT-FO des Hautes-Alpes.

Chaque organisation syndicale désigne un représentant et un suppléant.

Article 4

Participation des personnes extérieures à la commission

Les organisations syndicales (salariées ou employeurs) membres de la commission pourront inviter des personnes qualifiées, extérieures à la commission, pour participer à ses travaux et apporter un éclairage sur un point particulier.

Les modalités de cette participation seront fixées par le règlement intérieur.

Toutefois, s'agissant de salariés, leur participation aux travaux de la commission fera l'objet d'une invitation écrite par les membres de la commission.

Cette invitation aura valeur d'autorisation d'absence à l'égard de l'employeur des salariés, qui ne pourront être pénalisés de quelque manière que ce soit pour leur participation. L'employeur recevra une indemnisation pour la non-fourniture de la prestation de travail liée à cette participation.

« Article L. 132-30. Les accords visés au premier alinéa fixent les modalités d'exercice du droit de s'absenter, de la compensation des pertes de salaires ou du maintien de ceux-ci ainsi que de l'indemnisation des frais de déplacement de salariés appelés à participer aux négociations de même qu'aux réunions des commissions paritaires. Ces accords déterminent également les modalités de protection contre le licenciement des salariés membres de ces commissions et les conditions dans lesquelles ils bénéficient de la protection prévue par les dispositions de l'article L. 412-18. »

Article 5

Fonctionnement de la commission paritaire interprofessionnelle

Un règlement intérieur de la commission fixera ses modalités de fonctionnement, notamment le calendrier, le secrétariat, le lieu de réunion, l'indemnisation de ses membres, la participation de personnes extérieures.

Article 6

Programme de travail

Un programme annuel de travail sera proposé en début d'année, dont la réalisation fera l'objet d'un suivi périodique et d'un bilan annuel.

Article 7

Participation du représentant du ministère chargé des relations du travail

Lorsque le représentant départemental (DDTEFP) du ministère chargé des relations du travail est invité à participer aux travaux de la commission paritaire interprofessionnelle, il peut l'être à deux titres :

- soit comme président des débats, dans ce cas, la commission se transforme en commission mixte interprofessionnelle ;
- soit comme personne qualifiée, selon les modalités prévues ci-dessus.

Article 7

Evaluation

L'activité de la commission paritaire fera l'objet d'une évaluation tous les 2 ans.

Article 8

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de signature, reconductible après examen du bilan d'activité de la commission.

Article 9

Formalités de dépôt

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues par le code du travail.

Fait à Gap, le 5 septembre 2007.

(Suivent les signatures.)